

**EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 7 novembre 2020  
Régulièrement convoqué le 30 octobre 2020

Le 07 novembre 2020 à neuf heures,

Le Conseil Municipal s'est réuni au Palais des Congrès Charles Aznavour sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

**Présents (es) :** Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENUAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Laurent CHAUVÉAU, Mme Pauline CABANE, Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Mathilde CONTAT, M. Laurent MILAZZO, Mme Catherine AUTAJON, M. Laurent LANFRAY, Mme Françoise CAPMAL, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

**Pouvoirs :** Mme Sandrine MAGNETTE (Pouvoir M. Nicolas DELOLY), M. Julien DECORTE (pouvoir M. Éric PHÉLIPPEAU)

**Secrétaire de Séance :** Mme Demet YEDILI

## 2.00 - DROIT À LA FORMATION DES ÉLUS

**Madame Ghislaine SAVIN, Adjointe au Maire, Rapporteur,** expose à l'assemblée :

En vertu des articles L.2123-12 et suivants du Code général des collectivités territoriales, les membres d'un Conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions. À la suite de son renouvellement, le Conseil municipal délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Le montant des dépenses de formation (frais de déplacement, de séjour et d'enseignements, compensation des pertes de revenu) ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus de la commune. Chaque année, le Conseil municipal déterminera le montant des dépenses de formation pour les élus au moment du vote du budget.

La prise en charge des frais de formation sur le budget de la commune n'est possible que si l'organisme dispensateur de la formation a reçu un agrément délivré par le Ministre de l'Intérieur, dans les conditions fixées par les articles R.1221-12 à R.1221-22 du Code général des collectivités territoriales.

Les frais de séjour et de déplacement sont remboursés forfaitairement selon les taux en vigueur.

Les frais d'enseignement sont payés directement à l'organisme formateur sur présentation d'une facture établie au nom de la ville de Montélimar.

La demande de formation doit être déposée 15 jours au moins avant la date de la formation sollicitée à l'aide du formulaire annexé à la présente délibération.

La formation doit permettre l'acquisition des connaissances et compétences directement liées à l'exercice du mandat local. Aussi, les thèmes privilégiés seront, notamment (pour exemple):

- les fondamentaux de l'action publique locale,
- les formations en lien avec les délégations et /ou l'appartenance à différentes commissions,
- les formations favorisant l'efficacité personnelle (prise de parole, bureautique etc...)

Le montant des dépenses de formation à hauteur de 5 000 € a été prévu au budget primitif 2020.

Un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées par la commune est annexé au compte administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du conseil municipal.

Le Maire ou l'adjoint en charge du personnel, sont les seuls ordonnateurs des dépenses de formations et doivent être saisis préalablement à toute action de formation afin d'engager les formalités entre la Ville et l'organisme agréé choisi.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2123-12 à L. 2123-16 et R. 2123-12 à R. 2123-13,

Considérant que les membres du Conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions et que le conseil municipal doit délibérer sur l'exercice de ce droit,

Après en avoir entendu l'exposé ci-dessus,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

### **DÉCIDE :**

- **DE FIXER** comme ci-dessus, les moyens et modalités de formation des élus,
- **DE RAPPELER** que la formation doit permettre l'acquisition des connaissances et des compétences directement liées à l'exercice du mandat local,
- **DE PRÉCISER** que le Maire ou l'adjoint délégué à cet effet sont les seuls ordonnateurs des dépenses et doivent être saisis préalablement à toute action de formation afin d'engager les formalités entre la ville et l'organisme agréé choisi. Cette saisine se fera au travers du formulaire joint à la présente et conformément aux règles qu'il prévoit,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

**Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,**  
Ont signé les membres présents,  
Suivent les signatures.

**POUR EXPEDITION CONFORME**

Fait en Mairie, le 08 novembre 2020

Pour le Maire, par délégation  
L'Adjointe au Maire

Ghislaine SAVIN

